

**ALGER**

Extract of Alger républicain



<http://alger-republicain.com/Nouvel-accord-memorandum.html>

# **Nouvel accord-mémorandum : Déclaration du comité central du parti communiste de Grèce (KKE)**

- Actualité politique internationale - Europe - Grèce -  
Publication date: lundi 20 juillet 2015

## **Description:**

**1. Le KKE appelle les ouvriers, les employés, les couches populaires pauvres, les retraités, les sans emploi et les jeunes :**

**" À dire un grand NON, véritable et ferme à l'accord-mémoire, qui a été signé par la coalition gouvernementale SYRIZA-ANEL AVEC l'UE-BCE-FMI et à combattre, dans la rues et sur les lieux de travail, contre les mesures infernales qu'il comporte.**

## Nouvel accord-mémoire : Déclaration du comité central du parti communiste de Grèce (KKE)

Le Comité central du KKE (Parti communiste de Grèce)

13 juillet 2015

Source : Solidnet.

---

**Copyright © Alger républicain - Tous droits réservés**

---

# **1. Le KKE appelle les ouvriers, les employés, les couches populaires pauvres, les retraités, les sans emploi et les jeunes :**

" À dire un grand NON, véritable et ferme à l'accord-mémorandum, qui a été signé par la coalition gouvernementale SYRIZA-ANEL AVEC l'UE-BCE-FMI et à combattre, dans la rues et sur les lieux de travail, contre les mesures infernales qu'il comporte.

Ces mesures viennent s'ajouter aux mesures barbares des précédents mémorandums. Ils doivent organiser leur contre-attaque afin que le peuple ne soit pas conduit à la faillite totale. Ils doivent renforcer le mouvement ouvrier, l'alliance populaire, afin d'ouvrir la voie qui permette au peuple de se libérer une fois pour toutes et de façon décisive du pouvoir du capital et des unions impérialistes qui le mènent vers des conditions toujours plus barbares.

" Pour que pas un jour, pas une heure ne soient perdus. Maintenant, sans attendre, il faut intensifier l'activité du peuple sur les lieux de travail, dans les usines, les hôpitaux, les services, les banlieues, à travers les syndicats, les comités populaires et les comités de solidarité sociale et d'assistance. Cet accord conduira à une nouvelle et importante réduction du revenu du peuple et à l'écrasement des droits des ouvriers et du peuple. Il légalise les licenciements, l'extension du travail non rémunéré, la remise en cause des congés obligatoires et d'autres mesures anti-ouvrières qui ont été prises dans la récente période par les gros patrons, en exploitant les restrictions introduites sur les opérations bancaires.

" Pour barrer la route à l'abattement, l'intimidation, le fatalisme, l'ambiance trompeuse de « *l'unité nationale* » et les faux espoirs qui sont alimentés par le gouvernement, les autres partis bourgeois, les mass media, les divers autres centres de l'ordre établi, tout comme des institutions de l'UE, qui appellent tous ensemble le peuple à accepter le mémorandum de Tsipras à se sentir soulagé en lui faisant croire que le pire a été évité.

## **2. Le nouveau mémorandum de Tsipras**

est composé d'un assemblage de dures mesures anti-populaires, qui vont alourdir les fardeaux, déjà insupportables, des précédents mémorandum et l'application des lois qui ont été adoptés par les gouvernements PASOK-ND. Il porte déjà la marque du ND, POTAMI, PASOK, parce que la déclaration commune qu'ils ont signée et leurs votes au parlement ont donné mandat et carte blanche au gouvernement pour édicter les nouvelles mesures anti-populaires barbares qui accompagnent l'accord. L'attitude de nombreux mass-média privés est aussi révélatrice. Elle avait accusé SYRIZA de vouloir par le référendum sortir la Grèce de la zone euro, et maintenant elle applaudit ses choix, le louant d'être « revenu » au réalisme.

Aujourd'hui, les partis du NON (SYRIZA-ANEL) et les partis du OUI (ND-POTAMI-PASOK) appellent ensemble le peuple à dire OUI au nouveau mémorandum, qui accable de nouveaux fardeaux la classe ouvrière et les couches populaires en leur imposant de nouvelles mesures anti-populaires, comme celles qu'une grande fraction du peuple grec a rejetées lors du référendum.

Le gouvernement dans le fond accable le peuple avec un nouveau prêt d'une valeur de 86 milliards d'euros et des mesures infernales qui l'accompagnent et qui à leur tour perpétueront de façon plus lourde la diminution du revenu du peuple, comme la pression fiscale insupportable, le maintien de ENFIA ( la nouvelle taxe sur la propriété), l'augmentation importante de la TVA sur les articles de consommation des masses populaires et de la taxe de

solidarité, la diminution des pensions, l'application d'un régime de sécurité sociale encore plus défavorable que le précédent, l'abrogation graduelle de EKAS (le supplément de solidarité aux retraités pauvres), les privatisations, les mesures de la « boîte à outils » de l'OCDE etc.

Pour convaincre le peuple d'accepter ces mesures, le gouvernement utilise le même chantage et dilemme, comme il l'a maintes fois fait durant les cinq dernières années : nouveau et plus rigoureux mémorandum ou banqueroute de l'Etat, à travers une sortie « grexit » ? Le même dilemme qui avait été posé avant les mémorandum 1 et 2 est répété comme à chaque fois avant un versement. Chaque fois le peuple est invité à faire le choix du « moins » mauvais qui le conduit à la fin au pire. La coalition gouvernementale SYRIZA-ANEL utilise aujourd'hui les mêmes tactiques et la même rhétorique.

3. Le gouvernement a rendu de précieux services au système, quand dès les tout premiers moments il a « habillé » son accord sous des slogans gauchisants et le masque de la dignité. Il a mis en scène un faux dilemme contre le peuple, au moment où il fallait arriver à remettre en question radicalement le contenu de l'UE et rejeter la voie de développement capitaliste elle-même qui implique la participation de notre pays aux alliances avec l'impérialisme international, qui sont toujours formés sur le terrain des relations inégales entre les Etats. Le gouvernement a organisé un référendum avec une fausse question, puis a transformé le « non » en « oui » en faveur d'un mémorandum plus barbare encore.

SYRIZA a exploité consciemment l'aspiration du peuple à l'abrogation des conséquences des deux mémorandum, qui auraient signifié au moins la récupération des pertes des couches populaires. SYRIZA a exploité les aspirations et les rêves des radicaux et des gens de gauche qui attendaient un gouvernement de « gauche » « pro-populaire ». Il a utilisé la déconfiture inévitable de la ND et du PASOK pour arriver au gouvernement. Et maintenant, à travers son nouveau mémorandum, il prononce « l'absolution des péchés » du mémorandum du ND-PASOK.

Il utilise la démagogie populiste, et l'engagement public auprès du grand capital qu'il soutiendrait le rétablissement de ses profits et qu'il serait capable d'enrayer la relance et l'essor du mouvement ouvrier populaire. Syriza a réussi à obtenir la connivence et même le soutien du noyau fondamental de la classe bourgeoise en Grèce, ainsi que des centres impérialistes étrangers, comme les USA. Les alliances avec les USA, la France, l'Italie, dont le gouvernement se vante, ne sont en aucune façon un « bouclier protecteur » des intérêts du peuple. En réalité, ils sont des « poids morts » qui entraînent la classe ouvrière et les couches populaires dans des confrontations inter-impérialistes dangereuses et aigües.

Dès le début, le KKE a déclaré et démontré que SYRIZA ne voulait pas et n'était pas en mesure de préparer le peuple à la confrontation contre les mémorandums et les monopoles, à la fois grecs et européens, parce que précisément il n'avait pas une orientation vers la résistance et le conflit. Au contraire, SYRIZA a fait tout ce qui était en son pouvoir, pour maintenir le peuple dans la passivité et dans l'attente d'un « vote protestataire » aux élections. Il a fourvoyé le peuple par ses discours sur la possibilité d'ouvrir la voie à des changements favorables au peuple, dans le cadre de l'alliance prédatrice de l'UE.

La Tribune de gauche au sein de SYRIZA a joué un rôle particulier dans la manipulation du mouvement et le piège des gauches et des radicaux, avec tous ceux qui tentent aujourd'hui de cacher leur énorme responsabilité derrière l'argument de leur « abstention » ou de leur « vote blanc ». Ces forces tentent afin de conserver leurs positions et de jouer un nouveau rôle pour endiguer la radicalisation du peuple et l'intégrer à l'intérieur du système, « absorber la secousse » sous un nouveau voile politique, rôle qui avait été joué dans le passé par l'ancien parti « Synaspismos ».

## **4. Particulièrement aujourd'hui, certaines conclusions précieuses pour le peuple ne doivent pas être oubliées :**

" Les négociations « *résistantes* » furent dès le début un champ de mines pour les intérêts du peuple, quand elle a servi l'objectif du capital pour le rétablissement de sa rentabilité. La participation de la Grèce à l'UE et à la zone euro reste un choix stratégique du capital grec et elle est caractérisée par des conditions inégales, qui existent objectivement dans de telles alliances impérialistes. Dans le cadre de ces alliances, l'Etat grec est contraint au compromis avec les centres les plus forts, comme l'Allemagne, rejetant les conséquences de ces relations inégales sur le dos des travailleurs.

" Ces développements constituent l'expression la plus claire de l'échec du soi-disant « *renouveau* » ou du « *gouvernement de gauche* », de la théorie selon laquelle il est possible de changer le caractère monopoliste de l'UE, de la transformer en amie des peuples. Ils ont mis en évidence l'effondrement de la soi-disant orientation « *anti-mémoire* » que la social-démocratie bourgeoise a promue dans le but de la relance de la production, sans changements radicaux au niveau de l'économie et du pouvoir.

" Ont été confirmées la justesse de la ligne de la lutte du KKE, de sa ferme et constante position, son rejet de la participation à de tels « *gouvernements de gauche* » qui ne sont en réalité que des gouvernements de gestion bourgeoise.

" Les processus de recomposition du système politique bourgeois s'accélérent après les récents développements. Ce sera soit un remaniement du gouvernement à travers son probable élargissement, soit l'organisation d'élections et la création de nouveaux partis et de nouveaux « *amortisseurs* ». L'objectif constant du régime demeurera dans tous les cas l'offensive contre le KKE pour empêcher la jonction de l'indignation populaire avec la ligne de lutte anticapitaliste, anti-monopoliste. Un mur est en cours de construction pour une nouvelle alliance anti-populaire des « *favorables* » dans le but d'étouffer tout esprit de résistance et d'émancipation. Aujourd'hui, l'intensification de la répression de l'Etat et du patronat se dresse de façon menaçante, avec l'aggravation de l'arbitraire dans le but d'empêcher l'organisation du mouvement ouvrier et des ses alliés et le développement de la lutte de classe.

## **5. Le fait que la question du retrait d'un pays de la zone euro ait été posée pour la première fois, avec force et de façon immédiate, est dû à l'aiguïssement des contradictions internes et à l'inégalité des économies de la zone euro, à la rivalité entre les plus anciens et les nouveaux centres impérialistes qui ont émergé après les contre-révolutions dans les pays du socialisme.**

Ces problèmes se sont accentués dans les conditions de crise économique prolongée en Grèce et ailleurs. Les tendances à la séparation se sont renforcées. Elles sont soutenues par des forces politiques bourgeoises qui veulent une zone euro de pays aux économies plus fortes. Une forte tendance en Allemagne, relayée par des forces dirigeantes dans le FMI, pour leurs propres raisons et intérêts, conduit à l'aiguïssement des contradictions à l'intérieur de la zone euro. Les contradictions entre impérialistes se sont manifestées à l'intérieur de la zone euro, principalement entre l'Allemagne et la France, et également entre les USA et l'Allemagne et d'autres centres impérialistes au sujet du maintien de la Grèce dans la zone euro. Les USA sont intervenus, souhaitant limiter l'hégémonie allemande en Europe, sans vouloir pour le moment la dissolution de la zone euro.

Les contradictions et les développements dans la zone euro, dans l'UE dans son ensemble, n'ont pas été enrayerés par le compromis temporaire d'aujourd'hui et la ratification de l'accord entre la Grèce et la zone euro-FMI. La tendance reste forte, laissant ouverte la possibilité d'une sortie de la Grèce (Grexit), pour la restructuration de la zone euro, avec l'approfondissement des mécanismes pour une politique économique unifiée et aussi avec des règles plus strictes et des mécanismes de surveillance au sujet du solde positif entre la dépense de l'Etat et le revenu. Ce n'est pas par hasard si la France et l'Italie, qui se sont opposés au choix de la sortie de la Grèce de la zone euro, sont des pays qui ont des dettes et des déficits importants et cherchent à obtenir un assouplissement des règles strictes en vigueur.

La confrontation sur la question de la dette est un résultat de ces contradictions. Le Gouvernement, en conformité avec le FMI et les USA, a élevé l'ajustement de la dette comme objectif ultime pour le peuple, à tout prix et aux dépens des intérêts du peuple. En même temps, il a demandé un nouveau prêt de 86 milliards d'euros qui augmentera la dette. Il demande au peuple d'accepter les mesures anti-populaires au nom d'un nouveau système de gestion de la dette, ce qui, à chaque fois que cela s'est produit dans le passé, s'est accompagné par des attaques contre les droits des travailleurs et des masses populaires. Le capital est le seul bénéficiaire du financement dans la forme d'un nouveau prêt-dette, ou à travers l'éventuel allongement de ses délais de remboursement.

### **6. Pour une véritable solution en faveur du peuple, il y a nécessité d'une rupture réelle, sans lien aucun avec la caricature de rupture évoquée par des forces à l'intérieur ou à l'extérieur de SYRIZA qui proposent le Drachme comme moyen de sauvetage de la Grèce capitaliste.**

L'option de la sortie de l'euro et de l'adoption d'une monnaie nationale, à l'intérieur de la voie de développement capitaliste, est une sortie anti-populaire soutenue par des fractions importantes de la classe bourgeoise en Allemagne, sur la base du « *plan Schauble* », de même que par d'autres Etats membres de la zone euro et d'autres forces réactionnaires. Aujourd'hui, des fractions du capital dans notre pays caressent ce choix, en espérant des profits immédiats et plus grands.

Ceux qui proclament que la sortie de la Grèce la zone euro, avec une monnaie dépréciée, imprimera un élan à la compétitivité et à la croissance avec des conséquences positives pour le peuple, orchestrent de façon consciente une opération de tromperie. En fait aucune croissance capitaliste qui serait réalisée par la suite ne sera accompagnée par la récupération des salaires, des pensions, des droits et pour cette raison elle ne sera pas bénéfique au peuple. Elle mènera à de nouveaux sacrifices pour le peuple sur l'autel de la rivalité des monopoles.

La Grèce capitaliste avec une monnaie nationale ne constitue pas une rupture en faveur du peuple. Les forces politiques qui promeuvent un tel objectif comme une solution ou comme un objectif intermédiaire pour des changements radicaux (Tribune de gauche de SYRIZA ANTARSYA etc.) jouent objectivement le jeu d'une des fractions du capital.

Ce choix ne ramènera pas aux niveaux de vie relativement meilleurs des années 1980 et 1990, comme certains le déclarent. Les lois de l'exploitation capitaliste, la rivalité impitoyable des monopoles « régneront ». Les engagements de l'UE et de l'OTAN serreront « l'étau ». Les lois barbares des créanciers exerceront toujours leurs effets sur tous les marchés monétaires, les banques d'investissement et les fonds des actuelles ou autres alliances impérialistes (comme les BRICS). De plus, les politiques antipopulaires sont appliquées tant dans les pays de la zone euro, que dans des pays capitalistes plus forts dotés de monnaie nationale, comme la Chine, la Grande-Bretagne, la Russie ou comme des plus faibles, à l'exemple de la Bulgarie et la Roumanie.

## **Nouvel accord-mémoire : Déclaration du comité central du parti communiste de Grèce (KKE)**

Les slogans sur la prétendue dignité de la « pauvre mais fière Grèce qui résiste aux forts » sont de la cendre jetée sur les yeux du peuple dans le but de l'assujettir à la barbarie. Le peuple ne peut se sentir fier, quand ils lui dérobent la richesse qu'il produit et qu'il est appauvri afin de sortir le système capitaliste de sa crise, à l'intérieur ou à l'extérieur de l'euro.

C'est une chose que le peuple choisisse lui-même de quitter l'UE, consciemment et activement, en prenant en même temps dans ses mains les clés de l'économie et le pouvoir et une autre chose, complètement différente pour un pays de se retrouver en dehors de la zone euro par suite des contradictions et de la rivalité entre les capitalistes. La première constitue une solution alternative en faveur du peuple et elle vaut tout sacrifice, la dernière mène à la faillite du peuple par une autre voie.

7. La proposition politique du KKE - propriété sociale, désengagement de l'UE et de l'OTAN, annulation unilatérale de la dette, avec un pouvoir ouvrier populaire - concerne les travailleurs salariés, les couches populaires, les jeunes et les femmes issus des familles ouvrières, les retraités, parce que ces forces étaient et demeurent les forces motrices véritables de la société. La propriété sociale peut être assurée sur les bases de leur travail, sans chômage, sans faim, sans misère, sans exploitation. Ce qui est exigé c'est qu'ils deviennent les protagonistes des développements sociaux et politiques, d'agir pour leurs propres intérêts, pour leurs propres vies, avec le KKE contre le pouvoir de leurs exploités.

Rien ne sera jamais accordé par les exploités et leur Etat. Le pouvoir populaire des ouvriers ne sera pas octroyé par le système politique bourgeois ou par aucun parti de « gauche », il doit être conquis. Le cours pour un changement véritable dans le rapport des forces en faveur de la majorité des ouvriers et du peuple demande que le peuple se rassemble autour du KKE et que KKE soit renforcé de partout, et surtout dans les lieux de travail et les quartiers populaires.

Le renforcement multiforme du KKE et des forces s'unissant à lui est une condition préalable au regroupement du mouvement ouvrier et à la formation d'une puissante alliance populaire combattant pour résoudre toutes les questions du peuple. Il exige des initiatives rapides de sauvegarde pour surmonter les pertes et requiert une « boussole » qui indique avec constance la direction de la lutte contre les monopoles et le capitalisme.

Il est possible dès aujourd'hui de constituer et de renforcer cette alliance qui contribue au changement du rapport négatif des forces, au renforcement de l'organisation, de la combativité, de l'esprit militant de la classe ouvrière et des autres couches populaires contre le fatalisme, la soumission du peuple aux dirigeants de la barbarie capitaliste, qu'ils soient anciens ou nouveaux.

**Le Comité central du KKE (Parti communiste de Grèce)**

**13 juillet 2015**

**Source : Solidnet.**

**Traduction de l'anglais par la rédaction du Lien-PADS**